

**BURKINA FASO**

-----  
**Unité-Progress-Justice**

**IV<sup>E</sup> REPUBLIQUE**

-----  
**TROISIEME LEGISLATURE DE TRANSITION**

Session permanente

## **ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION**

### **COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE (CDD)**

**RAPPORT N°2024-020/ALT/CDD**

**DOSSIER N°098 : RELATIF AU CONTENU LOCAL DANS  
LE SECTEUR MINIER AU BURKINA FASO**

Présenté au nom de la Commission du développement durable (CDD) par  
le député **Diédon Alain HIEN**, rapporteur.

Juillet 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le samedi 13 juillet de 09 heures 32 minutes à 19 heures 01 minute, la Commission du développement durable (CDD) s'est réunie en séance de travail, sous la présidence du député Moussa KONE, Président de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi relatif au contenu local dans le secteur minier au Burkina Faso.

Le Gouvernement était représenté par monsieur Yacouba Zabré GOUBA, Ministre de l'Energie, des mines et des carrières. Il était assisté de ses collaborateurs et des représentants du Ministère de la Justice et des droits humains, chargé des relations avec les institutions.

Les commissions générales, saisies pour avis, étaient représentées ainsi qu'il suit :

- la Commission des finances et du budget (COMFIB), par le député Ly HAMA ;
- la Commission du genre, de la santé, de l'action sociale et humanitaire (CGSASH), par le député Souleymane OUEDRAOGO.

Le Président de la Commission, après avoir souhaité la bienvenue à la délégation gouvernementale, a proposé le plan de travail suivant qui a été adopté :

- audition du Gouvernement,
- débat général,
- examen du projet de loi article par article,
- appréciation de la Commission.

En prélude à l'audition du Gouvernement et dans le souci de recueillir le maximum d'informations pour une législation consensuelle, la Commission, élargie aux rapporteurs des différentes commissions saisies pour avis, a d'abord tenu une séance d'appropriation du projet de loi du 23 au 30 juin 2024 à Koudougou. Ensuite, elle a auditionné divers acteurs pouvant contribuer à une meilleure compréhension du projet de loi. Ainsi, la Commission a entendu ces acteurs selon le calendrier et les horaires suivants :

➤ **Mardi 02 juillet 2024**

- de 08 heures 05 minutes à 08 heures 45 minutes, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ;
- de 08 heures 50 minutes à 11 heures 20 minutes, la Chambre des mines du Burkina (CMB) et la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso ;
- de 11 heures 50 minutes à 14 heures 15 minutes, l'Alliance des fournisseurs burkinabè de biens et services miniers (ABSM), le Syndicat national des

travailleurs des mines et de l'énergie (SYNATRAME) et le Syndicat des exploitants miniers artisanaux du Burkina Faso (SYNEMAB) ;

- de 14 heures 25 minutes à 15 heures 10 minutes, l'Association des géologues du Burkina (AGB), le Club des ingénieurs miniers du Burkina (CIM-Burkina) et la Coopérative nationale des artisans et exploitants de petites mines du Burkina (CONAMPEM) ;
- de 16 heures 05 minutes à 16 heures 50 minutes, l'Association des femmes du secteur minier du Burkina (AFEMIB) et l'Association des femmes orpailleurs du Burkina (AFOB) ;
- de 17 heures 40 minutes à 18 heures 23 minutes, la société minière KIAKA-Gold ;
- de 18 heures 28 minutes à 18 heures 38 minutes, la société minière ROX-Gold.

➤ **Mercredi 03 juillet 2024**

- de 08 heures 18 minutes à 09 heures 20 minutes, l'Organisation pour le renforcement des capacités de développement (ORCADE) ;
- de 09 heures 35 minutes à 10 heures 20 minutes, l'Union nationale des artisans miniers du Burkina (UNAM-B) et le Collectif des acteurs du secteur minier ;
- de 10 heures 50 minutes à 11 heures 22 minutes, la société minière IAMGOLD ESSAKANE SA ;
- de 11 heures 28 minutes à 11 heures 45 minutes, la société minière BISSA-Gold ;
- de 11 heures 48 minutes à 12 heures 15 minutes, la société minière ENDEVOUR-Gold ;
- de 12 heures 20 minutes à 12 heures 50 minutes, la Société d'exploitation de phosphate du Burkina Faso ;
- de 14 heures 02 minutes à 14 heures 35 minutes, CIM Burkina-SA ;
- de 14 heures 40 minutes à 15 heures 10 minutes, CIMAF-Burkina Faso ;
- de 15 heures 21 minutes à 15 heures 40 minutes, la Chambre des comptoirs d'or et des métaux précieux du Burkina Faso (CCOMP/BF) ;

- de 15 heures 40 minutes à 16 heures 05 minutes, la société minière RAKOULY Gold-SARL ;
- de 16 heures 07 minutes à 17 heures 30 minutes, la Fédération des associations des mines artisanales du Burkina (FAMAB) ;
- de 17 heures 35 minutes à 18 heures 04 minutes, BURKINA MINE ;
- de 18 heures 15 minutes à 19 heures 10 minutes, monsieur Adrien SOMDA, Consultant au Bureau d'études et de conseil fiscal (BECOFIS) ;
- de 19 heures 15 minutes à 19 heures 45 minutes, la Cour des comptes.

➤ **Lundi 08 juillet 2024**

- de 10 heures 45 minutes à 11 heures 55 minutes , la faîtière unique des transporteurs routiers ;
- de 13 heures 00 minute à 13 heures 40 minutes, le Groupement professionnel des pétroliers indépendants (GPPI) ;
- de 15 heures 38 minutes à 15 heures 52 minutes, le conseil burkinabè des agences de gardiennage.

Tous les acteurs ont apprécié positivement l'initiative de la Commission de les associer au processus d'examen du projet de loi afin de prendre en compte leurs opinions et préoccupations.

Ils ont apporté d'importantes contributions qui ont éclairé la Commission sur les enjeux du projet de loi.

## **I. AUDITION DU GOUVERNEMENT**

Le Gouvernement a présenté l'exposé des motifs du projet de loi en trois points :

- contexte et justification,
- processus d'élaboration du projet de loi,
- présentation du projet de loi.

### **I.1. Contexte et justification**

Le secteur minier au Burkina Faso connaît de nos jours un développement considérable. La production industrielle est passée de 5,5 tonnes d'or en 2008 à 56,85 tonnes d'or en 2023 et la contribution du secteur au budget de l'Etat est passée de 8,91 milliards en 2008 à 529,25 milliards en 2023. La part des industries

extractives dans le Produit intérieur brut (PIB) a connu une croissance continue depuis 2009 et l'or est devenu le premier produit d'exportation du Burkina Faso.

Ces performances ont été atteintes grâce à une amélioration du cadre juridique, notamment l'adoption de la loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso et la prise de ses textes d'application.

Afin de promouvoir le développement économique et social du Burkina Faso à travers l'industrie extractive, le Gouvernement a adopté la politique du contenu local assortie d'une stratégie. Le code minier de 2015 a évoqué la question du contenu local. En effet, les questions relatives à la transformation, à la commercialisation et à l'économie des substances minérales sont soulevées dans le champ d'application du code minier en son article 2 sans pour autant que ce dernier les ait traitées en profondeur. Cette situation explique la nécessité de l'élaboration d'une loi portant règlementation du contenu local dans le secteur minier pour régir les questions qui relèvent du domaine de la loi.

Les questions de contenu local abordées par le code minier concernent l'ancrage de l'activité de la société minière à l'économie locale et nationale (article 41), la promotion de la fourniture locale (article 101) et l'emploi de cadres burkinabè ayant les compétences requises pour la conduite efficace des opérations minières (article 102).

Le recours à une loi sur la règlementation du contenu local dans le secteur minier se justifie par trois (03) principales raisons :

- le non-épuiement par le code minier, des problématiques liées au contenu local ;
- la volonté de traiter le contenu local dans un texte spécifique ;
- la nécessité de prendre d'autres dispositions par voie législative pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale 2021-2025 du contenu local dans le secteur minier au Burkina Faso.

Ces dispositions de nature législative qui prennent en compte les matières telles que la fourniture locale, la sous-traitance et les emplois nationaux auront également trait entre autres, à la prise en compte des contrats d'assurance et de réassurance des entreprises minières, à l'actionnariat dans les entreprises minières, à la propriété des entreprises minières, à la transformation et à la valorisation des produits miniers au niveau local.

## **I.2. Processus d'élaboration du projet de loi**

La démarche adoptée pour l'élaboration de ce projet de loi s'est voulue inclusive et participative. Aussi, le présent projet de loi sur la réglementation du contenu local est le fruit de concertations entre les acteurs de l'administration publique, des structures partenaires et de façon générale les acteurs du secteur minier.

En effet, une équipe restreinte, composée de représentants du département en charge des mines, a élaboré la première mouture de cet avant-projet de loi. Cette première mouture a ensuite été validée par les premiers responsables dudit département.

Cette mouture a, en outre, été soumise à certaines structures intervenant dans le secteur minier pour recueillir leurs amendements. Il s'agit, notamment de la Chambre des mines du Burkina (CMB), de l'Alliance des fournisseurs Burkinabè de biens et services miniers (ABSM) et de l'Association des carriers du Burkina (ACAB).

L'avant-projet de loi a, enfin, été validé lors d'un atelier national qui a réuni des représentants des ministères en charge des mines, des finances, de l'industrie, de l'environnement ainsi que des acteurs du privé intervenant dans le domaine des mines et des carrières du 28 février au 04 mars 2023 au Bureau national des mines et de la géologie du Burkina (BUMIGEB). Il s'agit notamment :

- de la Chambre des mines du Burkina (CMB) ;
- de l'Association des fournisseurs de biens et services miniers (ABSM) ;
- de l'Association des carriers du Burkina (ACAB) ;
- de la Chambre des comptoirs du Burkina (CCB) ;
- de l'Association des géologues du Burkina (AGB) ;
- de l'Alliance pour une mine responsable (ARM) ;
- de l'ONG Impact ;
- de l'Organisation pour le renforcement des capacités de développement (ORCADE) ;
- de l'Association des femmes du secteur minier du Burkina Faso (AFEMIB) ;
- de l'Union nationale des artisans miniers du Burkina (UNAM-B) ;
- du Syndicat national des travailleurs des mines et de l'énergie (SYNATrame).

L'avant-projet de loi a été enfin examiné par le Comité technique de vérification des avant-projets de loi (COTEVAL) les 15 mai et 1<sup>er</sup> juin 2023 et une séance de prise en compte des amendements du COTEVAL s'est tenue le 27 juillet 2023.

Un atelier de mise en cohérence des avant-projets de loi sur le code minier, la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses et le contenu local s'est déroulé du 16 au 20 août 2023 en vue d'identifier et de traiter les dispositions

empreintes de contrariété. Il a regroupé les représentants du Cabinet du Ministre chargé des mines, de la Brigade nationale anti-fraude de l'or (BNAF), du Secrétariat général du Ministère en charge des mines, de la Direction des affaires juridiques et du contentieux et du Secrétariat technique du contenu local et de la promotion des investissements (ST-CLPI).

### **I.3. Présentation du projet de loi**

Le projet de loi relatif au contenu local dans le secteur minier au Burkina Faso comporte trente-six (36) articles, répartis en dix (10) chapitres.

Le chapitre I est consacré aux dispositions générales et comporte trois (03) articles.

Le chapitre II traite de la fourniture locale dans le secteur minier. Il est composé de quatre (04) articles.

Le chapitre III, composé de trois (03) articles, est relatif à la sous-traitance et à la co-traitance dans le secteur minier.

Le chapitre IV a trait au développement du capital humain national et comporte cinq (05) articles.

Le chapitre V qui comporte trois (03) articles traite de la promotion de la recherche-développement, du transfert de technologies et du savoir-faire.

Le chapitre VI est composé de huit (08) articles est consacré à la transformation, à la valorisation locale des produits miniers et à la promotion des investisseurs nationaux dans le secteur minier.

Le chapitre VII est relatif au fonds de développement du contenu local et comporte deux (02) articles.

Le chapitre VIII, composé de deux (02) articles, est consacré aux sanctions administratives.

Le chapitre IX, composé de trois (03) articles, traite des infractions pénales.

Le chapitre X traite des dispositions transitoires et finales et comporte trois (03) articles.

## II. DEBAT GENERAL

Au terme de l'exposé de monsieur le Ministre, les commissaires ont exprimé des préoccupations à travers des questions auxquelles des éléments de réponse leur ont été apportés.

**Question 01 :** **Quel bilan le Gouvernement fait-il de l'application du décret qui régissait le contenu local avant l'introduction du présent projet de loi ?**

**Réponse :** Le décret en vigueur porte fixation des conditions de la fourniture locale dans le secteur minier (décret n°2021-1142/PRES/PM/MINEFID/MEMC/MICA du 11 novembre 2021). Ce décret avait été pris en application des dispositions de l'article 101 du code minier en vigueur et portait spécifiquement sur la fourniture locale. En effet, la thématique du contenu local comprend la fourniture locale de biens et services aux mines, l'emploi des nationaux, la valorisation et la transformation locales des produits miniers ainsi que la propriété des entreprises (promotion des investisseurs nationaux).

Ce décret a permis d'établir des exigences claires applicables aux sociétés minières et leurs sous-traitants notamment :

- la transmission de leurs prévisions d'achats de biens et services à l'Administration des mines ;
- la transmission des rapports d'exécution des plans d'approvisionnement ;
- l'encadrement du recours à des prestataires non conformes à la réglementation par l'institution de dérogations et d'autorisations d'approvisionnement sur le marché étranger ;
- l'établissement d'une liste de biens et services pour lesquels des quotas minima doivent être respectés au profit des entreprises burkinabè.

En termes de bilan, il peut être relevé :

- l'encadrement des pratiques relatives à la fourniture locale par les sociétés et l'intérêt que celles-ci accordent de plus en plus à ces exigences ;



- l'intérêt de plus en plus grandissant des Burkinabè pour la fourniture de biens et services en lien avec la réglementation (laboratoires, fourniture de la chaux, carburant, etc.).

A titre illustratif, pour l'année 2022, sur un total d'achats de biens et services s'élevant à environ 933 milliards de francs CFA, environ 380 milliards de francs CFA ont été réalisés auprès d'entreprises d'intérêts burkinabè.

Pour l'année 2023, les données provisoires indiquent que sur un montant total de près de 1 187 milliards de francs CFA d'achats de biens et services par les sociétés minières, les entreprises burkinabè ont pu réaliser 448 milliards de francs CFA de fournitures de biens et services.

Le décret a également permis de constituer un répertoire d'environ mille six cents (1 600) entreprises intervenant dans diverses catégories de prestations de services et de fournitures de biens aux mines.

**Question n°02 : Quel est l'intérêt pour le Gouvernement d'encadrer le contenu local par une loi dans un domaine aussi dynamique que le secteur minier ?**

**Réponse :** Comme indiqué dans les éléments de réponse à la question 1, le contenu local est un concept qui couvre plusieurs aspects en lien avec la réalisation de l'intégration économique de l'exploitation minière visant à créer des effets d'entraînement permettant de soutenir le développement économique de notre pays. Au regard des dimensions à prendre en compte, à savoir la fourniture locale de biens et services aux mines, l'emploi des nationaux, la valorisation et la transformation locales des produits miniers ainsi que la propriété des entreprises (promotion des investisseurs nationaux), il est apparu opportun d'encadrer le contenu local par une loi permettant de prendre en charge toutes les problématiques.

L'encadrement par la loi permet également d'intégrer les thématiques transversales non moins importantes telles que le transfert de technologies, la recherche-développement, la sous-traitance et la co-traitance dans le secteur minier.

Le recours à une loi sur la réglementation du contenu local dans le secteur minier se justifie donc par la volonté de traiter le contenu local dans un texte spécifique et la nécessité de prendre des dispositions par voie législative pour la mise en œuvre de la

Stratégie nationale 2021-2025 du contenu local dans le secteur minier au Burkina Faso.

Le caractère dynamique du secteur minier est pris en compte dans les dispositions de la loi en posant les principes suivant les grands axes du contenu local et en renvoyant les aspects opérationnels à des textes réglementaires susceptibles de connaître des évolutions selon les contextes.

**Question n° 03 : Comment l'Etat compte-t-il mettre en œuvre les dispositions de l'article 11 du présent projet de loi ?**

**Réponse :** Conformément aux dispositions de l'article 11, un texte réglementaire portera sur la promotion de l'emploi des nationaux par les sociétés minières, les sous-traitants, les co-traitants et les fournisseurs de biens et services aux sociétés minières. Dans ce cadre, les différentes sociétés auront l'obligation de transmettre périodiquement des rapports y relatifs à l'Administration des mines. Ces données sont vérifiables par les services techniques compétents du Ministère en charge des mines.

Par ailleurs, pour ce qui concerne spécifiquement les sous-traitants et les fournisseurs de biens et services aux mines, il est envisagé l'institution d'un agrément dans les projets de textes réglementaires ; ce qui constituera un moyen supplémentaire de suivi du respect des dispositions législatives et réglementaires.

La mise en œuvre de cette disposition peut s'opérer à travers les conventions minières.

**Question n°04 : Pourquoi les sociétés minières ne sont-elles pas prises en compte parmi les contributeurs au Fonds ?**

**Réponse :** La non prise en compte des sociétés minières est liée au fait que celles-ci sont déjà prises en compte dans d'autres fonds créés par le code minier et vise donc à limiter les charges à leur endroit.

Le principe retenu est de mettre à contribution les sociétés bénéficiaires directes ou indirectes de la réglementation sur le contenu local avec le souci de soutenir le financement des actions à mener à cet effet en termes de renforcement des compétences nationales.

**Question n°05 : Quel est l'organisme public d'achat dont il est question à l'article 21 du présent projet de loi ?**

**Réponse :** L'organisme public d'achat et de vente d'or et des autres substances précieuses renvoie à la Société nationale des substances précieuses (SONASP).

Elle a été créée par le décret n°2023-1417/PRES-TRANS/PM/MEMC/MEFP/MDICAPME du 24 octobre 2023. Ses statuts approuvés par le décret n°2023-1418/PRES-TRANS/PM/MEMC/MEFP/MDICAPME du 24 octobre 2023, lui confèrent comme objet, de commercialiser l'or et les autres substances précieuses et de réaliser toutes les opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, promotionnelles et financières qui se rattachent directement ou indirectement, à son objet social de nature à favoriser son développement.

**Question n°06 : Les sociétés burkinabè ont-elles la capacité d'assurer la fourniture des biens et services du secteur minier ?**

**Réponse :** L'analyse des rapports d'exécution des plans d'approvisionnement des sociétés minières montre qu'il y a une nette amélioration de la capacité des entreprises nationales à assurer la fourniture des biens et services aux sociétés minières. En effet, les entreprises burkinabè sont passées de 20% en 2019 à 33% en 2022 en termes d'approvisionnement en biens et services aux mines.

Toutefois, il y a toujours la nécessité de renforcer les capacités de ces entreprises afin d'améliorer leur compétitivité. C'est pourquoi, dans le cadre de la stratégie nationale du contenu local, le Ministère en charge des mines a entrepris plusieurs initiatives telles que la construction d'entrepôts sous douane, la mise en place d'une bourse des achats locaux, la mise en œuvre d'actions de formation et d'accompagnement des PME locales dans le domaine de la fourniture de biens et services aux mines, la réalisation d'une étude de faisabilité de la mise en place d'un fonds de garantie. A cela s'ajoutent toutes les actions de renforcement de capacités des entreprises menées par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina et la Maison de l'entreprise du Burkina en faveur des entreprises burkinabè, fournisseurs miniers.

**Question n°07 : Pourquoi, dans le présent projet de loi, des outils de financement au profit des fournisseurs locaux n'ont-ils pas été prévus ?**

**Réponse :**

Dans le présent projet de loi, il est plutôt prévu la création d'un fonds d'appui au développement du contenu local à l'article 27. Ce fonds est destiné au financement des activités relatives à la mise en œuvre du contenu local. Il est alimenté par une contribution du budget de l'Etat, les amendes et pénalités, une contribution des comptoirs et des fournisseurs locaux de biens et services aux mines par prélèvement sur les contrats de prestations et de ventes locales ou à l'exportation suivant le barème progressif.

Toutefois, le Gouvernement, à travers le Ministère en charge des mines, a entrepris la réalisation d'une étude de faisabilité d'un fonds de garantie au profit des fournisseurs. Les résultats de l'étude ont abouti à la proposition de deux mécanismes de garantie prenant en compte les fournisseurs nationaux.

En outre, en perspectives, la réalisation de la bourse des achats locaux pourra permettre d'adosser des mécanismes de financement des fournisseurs à la plateforme.

**Question n°08 : Le Gouvernement peut-il expliquer à la Représentation nationale le fait que les dispositions du présent projet de loi ne concernent que le secteur minier ? Qu'en est-il des autres secteurs ?**

**Réponse :**

En rappel, le contenu local consiste en l'utilisation des capacités nationales (matières premières, capital humain, ressources matérielles et financières...) en vue de créer de la valeur ajoutée pour accroître l'impact du secteur minier sur l'économie nationale. Plusieurs raisons justifient la prise de textes de loi pour encadrer le contenu local dans le secteur minier.

Premièrement, le secteur minier est un secteur particulier en ce sens qu'il exploite des ressources naturelles épuisables qui commandent donc de tenir compte des principes de développement durable dans le processus d'exploitation.

En effet, dans de nombreux pays en développement, l'exploitation des ressources naturelles a souvent été associée à un phénomène connu sous le nom de « malédiction des ressources ».

De ce fait, le pilier de la création d'emplois durables et de valeur ajoutée pour les pays riches en ressources naturelles passe nécessairement par le renforcement des capacités des entreprises nationales et l'approvisionnement local en biens et services, d'où cet intérêt accordé au secteur minier à travers le contenu local. Il

s'agit d'améliorer l'intégration économique du secteur minier au regard de l'importance de sa contribution macroéconomique (exemple : 79,2% des recettes d'exportation et 13,2 % du PIB).

Deuxièmement, c'est un secteur très capitalistique dont l'exploitation nécessite d'importants moyens financiers détenus très souvent par des investisseurs étrangers pour lesquels il faut légiférer **sur** le secteur afin de permettre la conduite des opérations avec des exigences en termes de contribution au développement des pays hôtes.

Troisièmement, c'est un secteur qui exploite des ressources qui sont, de plein droit, propriété de l'Etat, ce qui commande son encadrement afin de garantir le maximum de retombées socio-économiques.

L'article 6 du code minier en vigueur stipule que : « les gîtes naturels de substances minérales contenus dans le sol et le sous-sol du Burkina Faso sont, de plein droit, propriété de l'Etat ».

En somme, c'est un secteur qui a un impact socio-économique et environnemental considérable et par conséquent, il nécessite la prise de textes de lois pertinents pour encadrer ledit secteur.

**Question n°09 : Pourquoi ne pas traiter de la question du contenu local dans le code minier plutôt que d'en faire une loi ?**

**Réponse :**

La loi sur le contenu local constitue une loi spéciale par rapport au code minier. En rappel, une loi spéciale peut être prise pour répondre à des préoccupations particulières ou des besoins particuliers. L'intention de la loi sur le contenu local (loi spéciale) est de promouvoir l'intérêt des sociétés burkinabè intervenant dans le secteur minier d'une manière que le code minier (loi générale) ne peut le faire.

La loi permet de prendre en charge de manière spécifique les questions relatives à la transformation, au développement du capital humain, à la promotion de la recherche de développement, de transfert de technologie et de savoir-faire, à la promotion des investisseurs nationaux et à l'économie des substances minérales. Le recours à une loi sur la réglementation du contenu local dans le secteur minier se justifie donc par la volonté de traiter le contenu local dans un texte spécifique et la nécessité de prendre des dispositions par voie législative pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale 2021-2025 du contenu local dans le secteur minier au Burkina Faso.

**Question n°10 : Quelle est la plus-value de la co-traitance ?**

**Réponse :** Les dispositions relatives à la co-traitance visent la promotion du partenariat entre les entreprises internationales et nationales, en vue de faciliter le transfert de technologies et des compétences.

**Question n°11 : Existe-t-il une stratégie de promotion des champions nationaux ?**

**Réponse :** L'un des objectifs stratégiques de la stratégie nationale du contenu local dans le secteur minier comprend une action portant sur la promotion des champions nationaux à travers des activités définies à cet effet.

En outre, de manière opérationnelle, la démarche de l'Administration des mines est structurée autour des quatre (04) composantes suivantes :

- identification des domaines d'activités ;
- sélection des potentiels champions ;
- identification des besoins des champions ;
- mesures de promotion des champions nationaux.

**Question n°12 : Y a-t-il des insuffisances du décret sur la fourniture locale qui nécessitent l'initiative du présent projet de loi ?**

**Réponse :** Le décret en vigueur porte uniquement sur la fourniture locale qui est un aspect du contenu local. Le présent projet loi vise plutôt à encadrer le contenu local dans toutes ses composantes et à prendre en charge des aspects qui n'avaient pas fait l'objet de réglementation.

### III. EXAMEN DU PROJET DE LOI ARTICLE PAR ARTICLE

A l'issue du débat général, les commissaires ont procédé à l'examen du projet de loi article par article et y ont apporté des amendements intégrés au texte issu de la Commission.

### IV. APPRECIATION DE LA COMMISSION


La Commission du développement durable estime que l'adoption du présent projet de loi permettra de :

- promouvoir les entreprises et l'expertise nationales dans la gestion de la filière minière ;
- favoriser le développement des champions nationaux ;
- booster l'économie locale et nationale ;
- contribuer au développement économique et social du Burkina Faso à travers l'industrie extractive.

Par conséquent, la Commission recommande à la plénière son adoption.

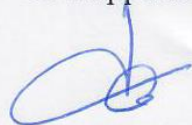
Ouagadougou, le 13 juillet 2024

Le Président

PO  


**Moussa KONE**

Le Rapporteur



**Diédon Alain HIEN**

# **LISTES DE PRESENCE**

## **SEANCE D'APPROPRIATION DU 23 AU 30 JUIN 2024 A KOUDOUGOU**

### **LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>   | <b>GROUPE CONSTITUE</b> |
|-----------------------|----------------------------|-------------------------|
| 1.                    | KONE Moussa                | OSC                     |
| 2.                    | TUINA Kanibè               | PDCE                    |
| 3.                    | SIDIBE Mariam              | PP                      |
| 4.                    | HIEN Diédon Alain          | OSC                     |
| 5.                    | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba  | FVR                     |
| 6.                    | BONZI Nonyeza              | FVR                     |
| 7.                    | KABRE Kalifa               | FVR                     |
| 8.                    | KABRE Aboubacar            | PDCE                    |
| 9.                    | ZONGO Kiswendsida Evariste | PDCE                    |
| 10.                   | ZONGO Sayouba              | PDCE                    |
| 11.                   | NIGNAN Dida                | FDS                     |
| 12.                   | SAWADOGO Isidore Tégwendé  | FDS                     |



**LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES DES COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS**

| <b>N° D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>COMMISSION</b> |
|-------------------|--------------------------|-------------------|
| 1.                | BAKO Wilfried Prosper    | CAEDS             |
| 2.                | KARAMBIRI Yaya           | CAGIDH            |
| 3.                | SAWADOGO Abdoulaye       | CGSASH            |
| 4.                | SAWADOGO Yacouba         | COMFIB            |

**LISTE DE PRESENCE DU PERSONNEL**

| <b>N° D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>         | <b>QUALITE</b>                                   |
|-------------------|----------------------------------|--|
| 1.                | BAYALA Cyrille                   | Conseiller Technique du PALT<br>auprès de la CDD |
| 2.                | BASSOLE A. Prosper               | Administrateur Parlementaire                     |
| 3.                | HIEN/WEDRAOGO Prisca             | Administrateur parlementaire                     |
| 4.                | KAMBIRE B. Albert                | Administrateur parlementaire                     |
| 5.                | OUEDRAOGO/OUEDRAOGO Aimée Edwige | Administrateur parlementaire                     |
| 6.                | BARRO/OUEDRAOGO Habibou W.       | Secrétaire de direction                          |
| 7.                | GUIENNE Steven Amed              | Agent de liaison                                 |

## SEANCE D'AUDITION DES ACTEURS DU MARDI 02 JUILLET 2024

### LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>   | <b>GROUPE<br/>CONSTITUE</b> |
|-----------------------|----------------------------|-----------------------------|
| 1.                    | KONE Moussa                | OSC                         |
| 2.                    | TUINA Kanibè               | PDCE                        |
| 3.                    | SIDIBE Mariam              | PP                          |
| 4.                    | HIEN Diédon Alain          | OSC                         |
| 5.                    | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba  | FVR                         |
| 6.                    | BONZI Nonyeza              | FVR                         |
| 7.                    | KABRE Kalifa               | FVR                         |
| 8.                    | KABRE Aboubacar            | PDCE                        |
| 9.                    | ZONGO Kiswendsida Evariste | PDCE                        |
| 10.                   | ZONGO Sayouba              | PDCE                        |
| 11.                   | NIGNAN Dida                | FDS                         |
| 12.                   | SAWADOGO Isidore Tégwendé  | FDS                         |

**LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES DES COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>            | <b>COMMISSION</b> |
|-----------------------|-------------------------------------|-------------------|
| 1.                    | BAKO Wilfried Prosper               | CAEDS             |
| 2.                    | KARAMBIRI Yaya                      | CAGIDH            |
| 3.                    | SAWADOGO Abdoulaye                  | CGSASH            |
| 4.                    | SAWADOGO Yacouba                    | COMFIB            |
| 5.                    | TIENDREBEOGO/KALENZAGA Marie Angèle | CGSASH            |
| 6.                    | SAWADOGO Pawindé Edouard            | CAEDS             |

**LISTE DE PRESENCE DU PERSONNEL**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>         | <b>QUALITE</b>                                   |
|-----------------------|----------------------------------|--|
| 8.                    | BAYALA Cyrille                   | Conseiller Technique du PALT<br>auprès de la CDD |
| 9.                    | HIEN/WEDRAOGO Prisca             | Administrateur parlementaire                     |
| 10.                   | KAMBIRE B. Albert                | Administrateur parlementaire                     |
| 11.                   | OUEDRAOGO/OUEDRAOGO Aimée Edwige | Administrateur parlementaire                     |
| 12.                   | BARRO/OUEDRAOGO Habibou W.       | Secrétaire de direction                          |
| 13.                   | GUIENNE Steven Amed              | Agent de liaison                                 |

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>QUALITE</b>                          |
|-----------------------|--------------------------|---|
| 14.                   | NASSA Etienne            | Administrateur parlementaire<br>/CAEDS  |
| 15.                   | TINDANO/ZOUNDI Louise    | Administrateur parlementaire<br>/COMFIB |

**LISTE DE PRESENCE DES ACTEURS**

**Structure : INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE)**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)       | FONCTION |
|------------|-------------------------|----------|
| 1.         | ONADJA Kanfido          | SP/ITIE  |
| 2.         | TIENDREBEOGO Richard    | ITIE-BF  |
| 3.         | OUEDRAOGO L. Barthélémy | SP-ITIE  |

**Structure : CHAMBRE DES MINES DU BURKINA (CMB)**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)        | FONCTION   |
|------------|--------------------------|--|
| 1.         | DERRA Ousseni            | Président  |
| 2.         | ZONGO P. Priscille       | Directrice exécutive   |
| 3.         | KABORE Blandine          | Directrice affaires corporatives<br>ESSAKANE/Membre de la CMB  |
| 4.         | BOLY Souleymane          | Président législation/CMB                                      |
| 5.         | OUEDRAOGO Christian      | Vice-Président   |
| 6.         | DABIRE Laurent Michel C. | Secrétaire aux relations extérieures                           |
| 7.         | KAMBOU Sié Jonas         | Président exploration Directeur général par<br>intérim ROXGOLD |
| 8.         | OUARMA                   | Directeur des partenariats CCI-BF                              |

**Structure : ALLIANCE DES FOURNISSEURS BURKINABE DE BIENS  
ET SERVICES MINIER (ABSM)**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S) | FONCTION       |
|---------------|-------------------|----------------|
| 1.            | ZONGO W. Yves     | Président ABSM |

**Structure : SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS DES MINES  
ET DE L'ENERGIE (SYNATRAME)**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)  | FONCTION   |
|---------------|--------------------|--|
| 1.            | SEBGO Augustin     | SG/SYNATRAME   |
| 2.            | OUATTARA Adama     | Secrétaire à l'information<br>et à la mobilisation<br>/SYNATRAME |
| 3.            | ZONGO Yamba Albert | Trésorier<br>général/SYNATRAME                                   |

**Structure : ALLIANCE DES FOURNISSEURS BURKINABE DE BIENS  
ET SERVICES MINIER (ABSM)**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)  | FONCTION                                    |
|---------------|--------------------|---|
| 1.            | SOULI W. Moustapha | Président/SYNEMAB                           |
| 2..           | OUEDRAOGO Karim    | Vice-Président<br>/SYNEMAB                  |
| 3.            | KOAMA Kontiga      | Secrétaire général/<br>SYNEMAB              |
| 4.            | OUEDRAOGO Boureima | Président<br>régional/SYNEMAB<br>OUAHIGOUYA |

**Structure : COOPERATIVE NATIONALE DES ARTISANS ET  
EXPLOITANTS PETITES MINES DU BURKINA**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)    | FONCTION                           |
|---------------|----------------------|------------------------------------|
| 1.            | TRAORE Hamadou Baba  | Président                          |
| 2..           | ZANGO Bissiri        | Président d'honneur                |
| 3.            | HEMA Dieudonné Salif | SG/CONAMPEM                        |
| 4.            | KIETEGA Adama        | Chargé de relations<br>extérieures |

**Structure : CLUB DES INGENIEURS MINIERES DU BURKINA FASO  
(CIM-BURKINA)**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)    | FONCTION       |
|---------------|----------------------|----------------|
| 1.            | OUEHOURABOU Ouématou | Vice-Président |

**Structure : ASSOCIATION DES GEOLOGUES DU BURKINA FASO  
(AGBF)**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)      | FONCTION           |
|---------------|------------------------|--------------------|
| 1.            | TRAORE Abraham Seydoux | Président          |
| 2..           | SAWADOGO Saga          | Secrétaire général |
| 3.            | OUEDRAOGO Yacouba      | SOL/AGBF)          |
| 4.            | FOTIE Lélé Rodrigue    | SRE/AGBF           |

### **Structure : KIAKA SA/SOMISA**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>                        |
|-----------------------|--------------------------|--|
| 1.                    | OUEDRAOGO Christian      | Directeur des affaires<br>corporatives |
| 2..                   | NABBE Seydi              | Directrice pays                        |

### **Structure : ROX-GOLD**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>                  |
|-----------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 1.                    | KAMBOU Sié Jonas         | Directeur général par<br>Intérim |
| 2..                   | KYENDREBEOGO Olivia      | Directrice<br>approvisionnement  |

### **Structure : ASSOCIATION DES FEMMES ORPAILLEURS DU BURKINA (AFOB)**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>    | <b>FONCTION</b> |
|-----------------------|-----------------------------|-----------------|
| 1.                    | ZABA/OUEDRAOGO Zara         | Membre AFOB     |
| 2..                   | BABA A.I. Fadima            | SG/AFOB         |
| 3.                    | LESSAMABA Colette           | Membre AFOB     |
| 4.                    | OUEDRAOGO Sophie Marie Rose | Membre AFOB     |
| 5.                    | ZIDA Assèta                 | Membre AFOB     |
| 6.                    | OUEDRAOGO Noélie            | Membre AFOB     |
| 7.                    | SAWADOGO Marie              | Membre AFOB     |
| 8.                    | SAWADOGO W. Adélaïde        | Membre AFOB     |



| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S) | FONCTION    |
|------------|-------------------|-------------|
| 9.         | OUEDRAOGO Kadiiso | Membre AFOB |

**Structure : ASSOCIATION DES FEMMES DU SECTEUR MINIER  
(AFEMIB)**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)        | FONCTION                               |
|------------|--------------------------|--|
| 1.         | KABRE/KABORE Lucie       | Présidente                             |
| 2..        | THIOMBIANO Annonciata    | Secrétaire générale                    |
| 3.         | TRAORE/OUEDRAOGO Binta   | Secrétaire générale chargé des projets |
| 4.         | SOULAMA/NIKIEMA Safiatou | Commission droits humains (AFEMIB)     |

**Structure : ASSOCIATION DES CARRIERES DU BURKINA (ACAB)**

(Absent)

**Structure : LA FAITIERE DES BIJOUTIERS**

(Absent)

**Structure : RESEAU NATIONAL DES POPULATIONS DES COMMUNES MINIERES (REPOCOM/BF)**

(Absent)

**SEANCE D'AUDITION DES ACTEURS DU**  
**MERCREDI 03 JUILLET 2024**

**LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>   | <b>GROUPE<br/>CONSTITUE</b> |
|-----------------------|----------------------------|-----------------------------|
| 1.                    | KONE Moussa                | OSC                         |
| 2.                    | TUINA Kanibè               | PDCE                        |
| 3.                    | SIDIBE Mariam              | PP                          |
| 4.                    | HIEN Diédon Alain          | OSC                         |
| 5.                    | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba  | FVR                         |
| 6.                    | BONZI Nonyeza              | FVR                         |
| 7.                    | KABRE Kalifa               | FVR                         |
| 8.                    | KABRE Aboubacar            | PDCE                        |
| 9.                    | ZONGO Kiswendsida Evariste | PDCE                        |
| 10.                   | ZONGO Sayouba              | PDCE                        |
| 11.                   | NIGNAN Dida                | FDS                         |
| 12.                   | SAWADOGO Isidore Tégwendé  | FDS                         |

**LISTE DE PRESENCE DU DEPUTES DES COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>COMMISSION</b> |
|-----------------------|--------------------------|-------------------|
| 1.                    | SAWADOGO Abdoulaye       | CGSASH            |

**LISTE DE PRESENCE DU PERSONNEL**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>         | <b>QUALITE</b>                                   |
|-----------------------|----------------------------------|--|
| 1.                    | BAYALA Cyrille                   | Conseiller Technique du PALT<br>auprès de la CDD |
| 2.                    | HIEN/WEDRAOGO Prisca             | Administrateur parlementaire                     |
| 3.                    | KAMBIRE B. Albert                | Administrateur parlementaire                     |
| 4.                    | OUEDRAOGO/OUEDRAOGO Aimée Edwige | Administrateur parlementaire                     |
| 5.                    | BARRO/OUEDRAOGO Habibou W.       | Secrétaire de direction                          |
| 6.                    | GUIENNE Steven Amed              | Agent de liaison                                 |
| 7.                    | NASSA Etienne                    | Administrateur parlementaire<br>/CAEDS           |

**LISTE DE PRESENCE DES ACTEURS**

**Structure : ORGANISATION POUR LE RENFORCEMENT DES  
CAPACITES DE DEVELOPPEMENT (ORCADE)**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S) | FONCTION                 |
|---------------|-------------------|--------------------------|
| 1.            | TRAORE Drissa     | Chargé de projet         |
| 2..           | HIEN Jonas        | Directeur des programmes |

**Structure : UNION NATIONALE DES ARTISANS MINIERES DU BURKINA  
(UNAM-B)**

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)            | FONCTION                                  |
|---------------|------------------------------|---|
| 1.            | OUEDRAOGO Sayouba            | Secrétaire à<br>l'organisation/<br>UNAM-B |
| 2..           | OUEDRAOGO Gafourou           | Membre /<br>UNAM-B                        |
| 3.            | SAWADOGO Masmoudou           | Président /<br>UNAM-B                     |
| 4.            | GAMEMTORE Oumarou            | COE&AMINE<br>BURKINA<br>(UNAM-B)          |
| 5.            | SAGNON Lallé Yacouba         | Secrétaire général /<br>UNAM-B            |
| 6.            | SORY Hyacinthe               | Membre/UNAM-B                             |
| 7.            | BARRO Ben Sékou Abdoul Wahab | Secrétaire général<br>Adjoint/UNAMB       |
| 8.            | BAMOGO P. Olga               | Membre /UNAM-B                            |

**Structure : COLLECTIF DES ACTEURS DU SECTEUR MINIER**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)    | FONCTION  |
|------------|----------------------|-----------|
| 1.         | SAWADOGO T. Amedé    | Président |
| 2..        | ZOHGO Yahaya         | Membre    |
| 3.         | BAMOGO Sidi Mahamadi | Membre    |

**Structure : SOCIETE D'EXPLOITATION DE PHOSPHATE DU BURKINA FASO**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)   | FONCTION                        |
|------------|---------------------|---------------------------------|
| 1.         | OUEDRAOGO Théophile | Directeur de la production/SEPB |

**Structure : ESSAKANE**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S) | FONCTION                         |
|------------|-------------------|----------------------------------|
| 1.         | BARRY Tidiane     | Directeur général                |
|            | KABORE Blandine   | Directrice affaires corporatives |

**Structure : BISSA-GOLD**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S) | FONCTION                |
|------------|-------------------|-------------------------|
| 1.         | SAWADOGO Rasmané  | Directeur de production |

**Structure : ENDEAVOUR GOLD**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>                     |
|-----------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| 1.                    | BOLY Souleymane          | Directeur pays                      |
| 2                     | KASSIA Salifou           | Coordonnateur Affaires<br>publiques |
| 3                     | BARRY Nadine             | Directeur fiscal                    |

**Structure : CHAMBRE DES COMPTOIRS D'OR ET DES METAUX  
PRECIEUX DU BURKINA**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b> |
|-----------------------|--------------------------|-----------------|
| 1.                    | DIARRA Abdel Kalifa      | Président       |

**Structure : CIM-BURKINA**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b> |
|-----------------------|--------------------------|-----------------|
| 1.                    | COMPAORE R. Désiré       |                 |
| 2                     | AMIONG Jacques           |                 |

**Structure : CIMAF-BURKINA FASO**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>           |
|-----------------------|--------------------------|---------------------------|
| 1.                    | BERZOUKI Abdelkrim       | Directeur général Adjoint |

**Structure : RAKOULY-GOLD**

| <b>N° D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>             |
|-------------------|--------------------------|-----------------------------|
| 1.                | SAWADOGO Adama           | Directeur général           |
| 2.                | OUEDRAOGO Tanga Félix    | DAEF                        |
| 3.                | YADA/SANOUEVE Eve        | Chargée de l'administration |

**Structure : FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES MINES ARTISANALES (FAMA)**

| <b>N° D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>    |
|-------------------|--------------------------|--------------------|
| 1.                | SAWADOGO Idrissa         | Membre             |
| 2.                | MAÏGA Amidou             | Membre             |
| 3.                | SANA Mohamadou           | Membre             |
| 4.                | KINDO Amidou             | Membre             |
| 5.                | KABORE M. Boukari        | Membre             |
| 6.                | SORE Madi                | Président          |
| 7.                | DERA Abasse              | Secrétaire général |
| 8.                | OUEDRAOGO Abdoul Samadi  | Membre             |
| 9.                | KONFE Alassane           | Membre             |
| 10.               | MAÏGA Abdoulaye          | Membre             |
| 11.               | SAWADOGO Mahamadi        | Membre             |
| 12.               | SAWADOGO Cyrille         | Vice-Président     |
| 13.               | GANAME Noufou            | Membre             |

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S) | FONCTION |
|------------|-------------------|----------|
| 14.        | BOLY Fatimata     | Membre   |
| 15.        | SANKARA Azara     | Membre   |
| 16.        | ZONGO Absata      | Membre   |

**Structure : COUR DES COMPTES**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)      | FONCTION   |
|------------|------------------------|------------|
| 1.         | BAZIE Sarra            | Conseiller |
| 2.         | YANKINE Moctar Néfassa | Conseiller |

**Structure : EXPERT**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S) | FONCTION           |
|------------|-------------------|--------------------|
| 1.         | SOMDA Adrien      | Consultant BECOFIS |

**Structure : BURKINA MINE**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)       | FONCTION          |
|------------|-------------------------|-------------------|
| 1.         | KABORE R. Abdoul Raseky | Directeur général |

**Structure : ASMEC-SARL**

**Absent**



## SEANCE D'AUDITION DES ACTEURS DU LUNDI 08 JUILLET 2024

### LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>   | <b>GROUPE<br/>CONSTITUE</b> |
|-----------------------|----------------------------|-----------------------------|
| 1.                    | KONE Moussa                | OSC                         |
| 2.                    | TUINA Kanibè               | PDCE                        |
| 3.                    | SIDIBE Mariam              | PP                          |
| 4.                    | HIEN Diédon Alain          | OSC                         |
| 5.                    | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba  | FVR                         |
| 6.                    | BONZI Nonyeza              | FVR                         |
| 7.                    | KABRE Kalifa               | FVR                         |
| 8.                    | KABRE Aboubacar            | PDCE                        |
| 9.                    | ZONGO Kiswendsida Evariste | PDCE                        |
| 10.                   | ZONGO Sayouba              | PDCE                        |
| 11.                   | NIGNAN Dida                | FDS                         |
| 12.                   | SAWADOGO Isidore Tégwendé  | FDS                         |

**LISTE DE PRESENCE DU DEPUTES DES COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>COMMISSION</b> |
|-----------------------|--------------------------|-------------------|
| 1.                    | BAKO Wilfried Prosper    | CAEDS             |
| 2.                    | SAWADOGO Abdoulaye       | CGSASH            |
| 3.                    | SAWADOGO Yacouba         | COMFIB            |
| 4.                    | SAWADOGO Pawindé Edouard | CAEDS             |
| 5.                    | TINDANO Yentéma Arnaud   | CGSASH            |
| 6.                    | OUEDRAOGO Souleymane     | CGSASH            |

**LISTE DE PRESENCE DU PERSONNEL**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>         | <b>QUALITE</b>                                   |
|-----------------------|----------------------------------|--|
| 1.                    | BAYALA Cyrille                   | Conseiller technique du PALT<br>auprès de la CDD |
| 2.                    | HIEN/WEDRAOGO Prisca             | Administrateur parlementaire                     |
| 3.                    | KAMBIRE B. Albert                | Administrateur parlementaire                     |
| 4.                    | OUEDRAOGO/OUEDRAOGO Aimée Edwige | Administrateur parlementaire                     |
| 5.                    | BARRO/OUEDRAOGO Habibou W.       | Secrétaire de direction                          |
| 6.                    | OUEDRAOGO N. Nestor              | Agent de liaison                                 |

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>QUALITE</b>                          |
|-----------------------|--------------------------|---|
| 7.                    | NASSA Etienne            | Administrateur parlementaire<br>/CAEDS  |
| 8.                    | OUEDRAOGO N. Gérard      | Administrateur<br>Parlementaire/CAGIDH  |
| 9.                    | KONE/TARPIDIGA Sylvie    | Administrateur parlementaire<br>/CAGIDH |

**LISTE DE PRESENCE DES ACTEURS**

**Structure : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES ET  
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (APBEF)**

**(Absent)**

**Structure : FAITIERE UNIQUES DES TRANSPORTEURS ROUTIERS DU  
BURKINA**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>  |
|-----------------------|--------------------------|--|
| 1.                    | BARRO Yacouba            | Président national   |
| 2.                    | MAÏGA Issoufou           | 1 <sup>er</sup> Vice-président   |
| 3.                    | GUIGMA Hamado            | Trésorier Général adjoint  |
| 4.                    | MEDA D. Joachim          | Directeur général/FUTRB  |
| 5.                    | OUEDRAOGO Hossemir.      | Vice-président chargé de<br>marchandises                               |
| 6.                    | NACOUлма Pato            | Vice-président/transport minerais                                      |
| 7.                    | SANKARA Cheick Oumar     | 6 <sup>ème</sup> Vice-président de la FUTRB                            |
| 8.                    | KABORE Antoine           | 7 <sup>ème</sup> Vice-Président national de la<br>FUTRB                |
| 9.                    | TRAORE Yasmine           | Assistante logistique de la FUTRB                                      |
| 10.                   | KERE Bonaventure         | Secrétaire général national de la<br>FUTRB                             |
| 11.                   | SANA Hamado              | Conseiller technique de la FUTRB                                       |
| 12.                   | KABORE Seydou            | Vice-président de la Modernisation<br>et la professionnalisation/FUTRB |
| 13.                   | OUEDRAOGO Koukoé         | Président régional du centre/FUTRB                                     |

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)    | FONCTION              |
|------------|----------------------|-----------------------|
| 14.        | HAÏDARA Sidi Mohamed | Président/Grand-ouest |

**Structure : COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS (CNDH)**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)        | FONCTION                     |
|------------|--------------------------|------------------------------|
| 1.         | ZONGO Touwendinda        | Commissaire                  |
| 2.         | OUEDRAOGO Mohamed Lamine | Commissaire                  |
| 3.         | KOLOGO Philippe          | Conseiller en Droits Humains |

**Structure : GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES PETROLIERS (GPP)**

**(Absent)**

**Structure : GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES PETROLIERS INDEPENDANTS (GPPI)**

| N° D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)       | FONCTION   |
|------------|-------------------------|------------|
| 1.         | BOUNKOUNGOU Alaye       | PDG        |
| 2.         | KONTILIGUISONKO Salifou | DC/ENERMIN |
| 3.         | OUEDRAOGO Raphael       | DGA/SNG    |
| 4.         | NIKIEMA Bassirou        | SNG        |

**Structure : CONSEIL BURKINABE DES AGENCES DE GARDIENNAGE**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>FONCTION</b>                         |
|-----------------------|--------------------------|---|
| 1.                    | SAVADOGO Boureima        | Directeur général de BBS first security |
| 2.                    | YONI Jean Hubert         | CBAG/Directeur général                  |

**Structure : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES SOCIETES  
D'ASSURANCES DU BURKINA (APSAB)**

**Absent**

**Structure : ANCIENS MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES  
CARRIERES**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>      | <b>FONCTION</b>   |
|-----------------------|-------------------------------|---|
| 1.                    | OUEDRAOGO Elie (Naaba Baongo) | PDG/Nère Mining   |
| 2.                    | DISSA Alfa Oumar              | Professeur d'université<br>(Université Joseph KI-ZERBO) |

**SEANCE D'AUDITION ET D'ADOPTION DU RAPPORT  
DU SAMEDI 13 JUILLET 2024**

**LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>   | <b>GROUPE CONSTITUE</b> |
|-----------------------|----------------------------|-------------------------|
| 1.                    | KONE Moussa                | OSC                     |
| 2.                    | TUINA Kanibè               | PDCE                    |
| 3.                    | SIDIBE Mariam              | PP                      |
| 4.                    | HIEN Diédon Alain          | OSC                     |
| 5.                    | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba  | FVR                     |
| 6.                    | BONZI Nonyeza              | FVR                     |
| 7.                    | KABRE Kalifa               | FVR                     |
| 8.                    | KABRE Aboubacar            | PDCE                    |
| 9.                    | ZONGO Kiswendsida Evariste | PDCE                    |
| 10.                   | ZONGO Sayouba              | PDCE                    |
| 11.                   | SAWADOGO Isidore Tégwendé  | FDS                     |

**LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES ABSENT EXCUSES**

| <b>N°<br/>D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>GROUPE CONSTITUE</b> | <b>JUSTIFICATION</b>                      |
|-----------------------|--------------------------|-------------------------|---|
| 1.                    | NIGNAN Dida              | FDS                     | Raison de famille<br>(Décès de son frère) |

**LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES DES COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS**

| <b>N° D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b> | <b>COMMISSION</b> |
|-------------------|--------------------------|-------------------|
| 1.                | LY Hama                  | COMFIB            |
| 2.                | OUEDRAOGO Souleymane     | CGSASH            |

**LISTE DE PRESENCE DU PERSONNEL**

| <b>N° D'ORDRE</b> | <b>NOM ET PRENOM (S)</b>         | <b>QUALITE</b>                                |
|-------------------|----------------------------------|---|
| 1.                | BAYALA Cyrille                   | Conseiller Technique du PALT auprès de la CDD |
| 2.                | HIEN/WEDRAOGO Prisca             | Administrateur parlementaire                  |
| 3.                | KAMBIRE B. Albert                | Administrateur parlementaire                  |
| 4.                | OUEDRAOGO/OUEDRAOGO Aimée Edwige | Administrateur parlementaire                  |
| 5.                | BARRO/OUEDRAOGO Habibou W.       | Secrétaire de direction                       |
| 6.                | OUEDRAOGO Nestor                 | Agent de liaison                              |
| 7.                | KONE /TARPIDIGA Diane Sylvie     | Administrateur Parlementaire/CGSASH           |
| 8.                | LOLO Mata                        | Administrateur Parlementaire/COMFIB           |
| 9.                | NIKIEMA Ali                      | Agent de la DGLCP                             |



## LISTE DE PRESENCE DES MEMBRES GOUVERNEMENT

| N°<br>D'ORDRE | NOM ET PRENOM (S)       | FONCTION  |
|---------------|-------------------------|---|
| 1.            | GOUBA Yacouba Zabré     | Ministre de l'Energie, des mines et des carrières (MEMC)            |
| 2.            | BOUSSIM Salif           | Directeur de Cabinet/MEMC   |
| 3.            | SANOUE Zézouma Yannick  | SP-SGPEM/MEMC   |
| 4.            | SAWADOGO Aboubacar      | Directeur général/ BNAF   |
| 5.            | SAGNON Mamadou          | DGCM/MEMC   |
| 6.            | KEBRE Ismaïla           | MJDHRI/DGRI   |
| 7.            | SON Abibata             | MJDHRI/DGRI   |
| 8.            | KABORE Samuel           | DAJC/MEMC   |
| 9.            | ILBOUDO Christophe      | DAJC/MEMC   |
| 10.           | SAWADOGO R. Apollinaire | Chef de service/DAJC/MEMC   |
| 11.           | ILBOUDO Hermann         | DG/BUMIGEB  |
| 12.           | ZONGO Z. Zéphirin       | Secrétaire technique Contenu local/MEMC                             |
| 13.           | ZOUNGRANA K. Roger      | Chef de département Contenu local/MEMC                              |
| 14.           | DODBZANGA Tousma        | DAJC/MEMC   |
| 15.           | SAWADOGO Ferdinand.T    | Directeur du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) |
| 16.           | NACANABO Sidiki         | Chef de service/DAJC/MEMC   |
| 17.           | BELEMSOBGO Aristide     | DGMG/MEMC   |
| 18.           | YAMEOGO P. Alain        | Chargé d'étude/BE-SG/MEMC   |